



DAAJ/CB

Envoyé en préfecture le 28/07/2020

Reçu en préfecture le 28/07/2020

Affiché le



ID : 017-211704150-20200727-20\_2339-AI

## ARRÊTÉ N°20-2339

### DÉLÉGATION DE FONCTION ET DE SIGNATURE DONNÉE À UN CONSEILLER MUNICIPAL

Le Maire de la Ville de Saintes,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.2122-18, L.2122-22 et L.2122-23,

Vu la délibération n°2020-22 du Conseil municipal du 3 Juillet 2020 portant installation du Conseil municipal suite aux opérations de renouvellement général des conseils municipaux,

Vu le procès-verbal de la séance d'installation du Conseil Municipal en date du 03 Juillet 2020 constatant l'élection du Maire et des adjoints,

Vu la délibération n°2020-29 du Conseil municipal du 15 Juillet 2020 portant délégation de pouvoirs donnée au Maire par le Conseil municipal en application de l'article L.2122-22 du Code général des Collectivités Territoriales,

Considérant la volonté de donner délégation de fonction et de signature à **Monsieur Laurent CHANTOURY**, Conseiller municipal pour la Ville de Saintes,

### ARRÊTE

#### ARTICLE 1:

Sous la surveillance et la responsabilité de Monsieur le Maire et en cas d'empêchement de **Madame Marie-Line CHEMINADE**, Adjointe au Maire, **Monsieur Laurent CHANTOURY**, Conseiller municipal, est délégué pour exercer les fonctions dans le(s) domaine(s) suivant(s) et signer les correspondances, pièces et actes y afférents :

1. RESSOURCES HUMAINES
  - a. Suivi de la gestion du personnel
  - b. Suivi des évaluations des agents
  - c. Formations professionnelles et stages

#### ARTICLE 2 :

Le présent arrêté est notifié à l'intéressé.

Un exemplaire de cet arrêté sera transmis à Madame la Sous-Préfète et au comptable public assignataire de Saintes Banlieue et Municipale.

Il fera l'objet d'un affichage et d'une publication au registre des arrêtés ainsi qu'au Recueil des Actes Administratifs de la commune.

#### ARTICLE 3 :

En application des dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation par courrier ou par l'application Télécours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) devant le Tribunal Administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publicité.

DATE D'AFFICHAGE : 28 JUL. 2020



**ARTICLE 4 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville et le comptable public assignataire de Saintes Banlieue et Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Certifié exécutoire compte tenu de sa transmission en Sous-préfecture le **28 JUIL. 2020**  
et de sa publication le **28 JUIL. 2020**

Fait à Saintes, le **27 JUIL. 2020**

Le Maire,  
Bruno DRAPRON



et de sa notification le :

*29/07/20*

**Monsieur Laurent CHANTOURY,**  
Conseiller municipal